



# Focus

**ania**  
Association Nationale des  
Industries Alimentaires

## Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

Mars 2013

### CONTEXTE

La 3<sup>ème</sup> loi de finances rectificative pour 2012 a institué le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE).

**L'objectif du dispositif ?** Renforcer la trésorerie des entreprises afin que celles-ci intensifient leurs efforts en matière d'investissement, de recherche, de formation, de recrutement, etc.

### LE MÉCANISME DU CICE

**Le CICE prend la forme d'un crédit d'impôt assis sur la masse salariale brute supportée au cours de l'année pour les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC.**

Accessible à toutes les entreprises françaises, le CICE permet de réaliser une économie d'impôt substantielle. Pour **2013**, elle équivaut à **4 % de la masse salariale**, hors salaires supérieurs à 2,5 fois le SMIC. Et à partir de **2014**, ce **taux sera porté à 6 %**.

**Ce dispositif s'applique aux rémunérations versées à compter de 2013.**

- Le crédit d'impôt sera imputé sur l'IS (impôt sur les sociétés) ou l'IR (impôt sur le revenu) dû par l'entreprise. En cas d'excédent, la société constate une créance sur l'Etat utilisable pour le paiement de l'IS des trois années suivantes et remboursable à la fin de cette période.
- Par exception, la créance ou **l'excédent de crédit d'impôt sera immédiatement restituable pour les PME** (définition communautaire), les jeunes entreprises innovantes, les entreprises en difficulté (procédure de conciliation, sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire) et les entreprises nouvelles. Ces entreprises qui n'auront pu en 2014 imputer la totalité de leur CICE sur l'impôt dû, en percevront le remboursement dès cette même année.
- La créance de CICE pourra être cédée à un établissement de crédit. En outre, la créance calculée l'année N même du versement des rémunérations sur lesquelles est assis le crédit d'impôt et avant la liquidation de l'impôt en N+1, pourra également être cédée à un établissement de crédit. Une fois la créance future cédée, l'entreprise cédante ne pourra plus imputer sur son impôt que la partie de la créance non cédée (la différence entre le montant cédé et le montant réellement constaté du crédit d'impôt, lors du dépôt de la déclaration). *Par exemple, si une entreprise cède en juillet 2013 une créance future (représentative du CICE estimé pour l'année 2013) de 30 000 € à une banque et que le montant réel de son crédit d'impôt, reporté sur sa déclaration d'IS en mars 2014, est de 40 000 €, l'entreprise pourra imputer sur son IS 10 000 € de crédit d'impôt (40 000 € - 30 000 €).*

### L'ASSIETTE DU CICE

- **Les rémunérations versées au dirigeant au titre de son mandat social sont exclues de l'assiette.** En revanche, les rémunérations perçues de son entreprise au titre d'un contrat de travail pour l'exercice de fonctions techniques différentes de celles exercées dans le cadre du mandat social sont éligibles au CICE.
- **La rémunération perçue** par les apprentis ainsi que par les contrats de professionnalisation ouvre droit au CICE.
- **Les salaires versés aux titulaires de « contrats aidés »** sont pris en compte dans la base de calcul du CICE mais cette base doit être diminuée de l'aide financière versée par l'Etat dans le cadre de ces contrats.

- **Les rémunérations versées aux salariés**, qu'ils soient mis à disposition ou détachés à l'étranger ouvrent droit au CICE pour l'entreprise de travail temporaire, pour l'entreprise qui met à disposition son salarié au profit d'une autre ou pour celle qui détache son salarié à l'étranger.
- **Le SMIC est apprécié en tenant compte de son évolution au cours de l'année et non pour sa valeur au 31 décembre.**
- **Les heures complémentaires ou supplémentaires sont retenues sans prise en compte des majorations auxquelles elles donnent lieu.**

Pour accéder au simulateur de calcul du CICE : <http://www.economie.gouv.fr/ma-competitivite/simulateur-credit-dimpot-pour-competitivite-et-emploi>

## OBLIGATIONS

- **Obligations déclaratives**
  - o Les entreprises à l'IS déclareront leur CICE au moment du dépôt de leur relevé de solde n°2572, soit le 15 du quatrième mois suivant la clôture de l'exercice (*par exemple : 15 janvier pour un exercice clos au 30 septembre, 15 avril pour un exercice clos au 31 décembre*)
  - o Les entreprises à l'IR déclareront leur CICE au moment du dépôt de leur "liasse fiscale", soit le premier jour ouvré qui suit le 1er mai. Le montant du crédit d'impôt sera par la suite reporté sur la déclaration de revenus n°2042, déposée généralement en mai-juin de chaque année.

**Dans tous les cas le CICE sera calculé sur les douze mois de l'année civile, quel que soit le nombre d'exercices auxquels les rémunérations versées se rattachent**, comme cela est fait actuellement pour le crédit d'impôt recherche.

- **Autres obligations** : A ce jour, l'obtention du CICE n'implique pas d'engagement de l'entreprise d'affecter le crédit à tel ou tel investissement, dépense, etc.

## DEMANDE DE PRÉFINANCEMENT DÉJÀ ACCESSIBLE

**Les PME peuvent, dès à présent, solliciter un préfinancement de leur CICE.** Dans la mesure où le CICE s'applique pour la première fois aux rémunérations versées en 2013, le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) ne devrait, en pratique, bénéficier aux entreprises qu'en 2014. Afin de soulager la trésorerie des PME, ce crédit d'impôt peut faire l'objet d'une avance par la Banque Publique d'Investissement, au travers les services d'OSEO.

D'après OSEO, ce dispositif **Avance+ Emploi** offre de nombreux avantages, notamment :

- o Une ligne de crédit confirmée : dès l'acceptation de votre demande, OSEO s'engage à mettre les fonds immédiatement à votre disposition.
- o Jusqu'à 85 % d'avance sur le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi **pour un montant minimum de 25 000 euros.**
- o Une avance de trésorerie beaucoup plus avantageuse qu'un découvert.
- o Une demande d'avance ainsi qu'un déblocage des fonds effectués très simplement, en ligne.

OSEO s'engage à apporter une réponse à l'entreprise sous un délai de 15 jours maximum. Pour plus de détails : consulter le site [www.cice-oseo.fr](http://www.cice-oseo.fr) ou prendre contact avec OSEO en région.

**Attention : les entreprises en difficulté structurelle ne peuvent pas bénéficier du préfinancement du CICE.**

**Les TPE bénéficient, quant à elles, d'un dispositif spécifique plus simple leur permettant d'obtenir une aide en trésorerie auprès des banques commerciales**, sans recourir à une cession de créance de CICE.